



Communiqué du 04 05 2016

Le projet de loi el Khomri ne tient plus !

Attendre un drame comme prétexte pour le retirer serait indigne de la république !

A ce jour le constat est sans appel, le gouvernement est en déroute sur son projet de loi à l'image du premier ministre. Les députés PS et leurs soutiens sont en débandade et incapables de défendre ce projet.

François Hollande se retrouve seul et isolé alors que les français continuent de rejeter majoritairement cette régression sociale et sociétale historique confirmé par les derniers sondages.

Les actions unitaires se multiplient sous toutes les formes. En Haute-Garonne, dans les jours qui viennent, les 400 organisations qui composent l'UD CGT 31 assumeront le combat sans concession et indispensable. L'UD CGT 31 annonce que l'interpellation des parlementaires va monter d'un cran dans le département et la région. Toutes les actions de nature à gagner sur le retrait et obtenir la prise en compte des revendications, ont d'ores et déjà été élaborées. Elles seront mises en œuvre !

De plus, la grogne sociale et les formes de mobilisations ne peuvent pas continuer à être censurées par un pouvoir aux abois. L'utilisation des forces de l'ordre de la république contre les manifestants et pour défendre les intérêts privés de grands groupes qui refusent de payer leurs impôts en France ne peut se poursuivre!

A ce titre, le déploiement des moyens publics pour protéger le président du MEDEF le 17 Mars à Castelmaurou, est l'exemple même d'une oligarchie qui se sert de l'argent des contribuables pour tenter d'assurer sa survie. Il en est de même de l'emploi des forces de l'ordre au service du Mac'do de Toulouse, tout un symbole !!

Cette dérive du pouvoir par le dévoiement des institutions de la république met en danger la vie de femmes et d'hommes, qu'ils soient manifestants ou fonctionnaires de police.

L'UD CGT 31 dénonce avec la plus grande vigueur la stratégie de François Hollande qui prend en otage la constitution de la république française en tentant d'opposer notre jeunesse, les salariés et plus largement le peuple à l'autorité publique alors que cette dernière ne trouve sa légitimité qu'à leur service !

L'UD CGT 31 appelle toutes les forces syndicales progressistes, tous les salariés et agents publics, y compris les policiers et gendarmes, à ne pas tomber dans le piège de l'escalade de la violence orchestrée par le MEDEF et le pouvoir, dans le but de fermer toute perspective de progrès social au bénéfice de tous.

François Hollande, son gouvernement et le parlement ne doivent pas attendre qu'un drame se produise pour retirer un projet de loi dont personne ne veut. L'UD CGT 31 les appelle à assumer leurs responsabilités sur les bases de la constitution et des lois et principes de la république dont ils sont les garants !!